



Mer 26 avril 2006

Interview / Intégration
Adnan Azzam : « La France doit imposer l'égalité »



Adnan Azzam : « Combien d'obstacles, de trahisons, de bâtons dans les roues faut-il surmonter avant d'avoir une place dans cette République ? » (-)

Français d'origine syrienne, l'organisateur de la marche des valeurs qui avait réuni des centaines de citoyens entre Strasbourg et Paris pour promouvoir la laïcité conteste l'approche spectacle de Nicolas Sarkozy.

- Les déclarations de Nicolas Sarkozy sur le thème "Aimez la France ou quittez-la" vous ont fait bondir...

- Elles me font plus que bondir. Nicolas Sarkozy se trompe lourdement en s'alignant sur l'extrême droite. Lui-même, à la télévision ne semblait pas bien comme s'il était mal à l'aise avec ses propres propos. Alors, je lui

réponds : oui, nous aimons la France. Mais, oui nous pouvons aussi critiquer comme n'importe quel autre Français ce qui est critiquable dans la France. C'est de la critique positive...

- Vous avez le sentiment qu'une certaine suspicion persiste à l'endroit des Français d'origine étrangère, comme vous ?

- Oui. Je fais partie des Français venus d'ailleurs qui ont résolument choisi un destin français. Nous avons nos devoirs, mais nous avons aussi nos droits. Or, nous constatons que si la France donne des leçons de moral au monde entier, elle doit aussi balayer devant sa porte en respectant, au-delà des mots et des belles formules, ses minorités.

- L'intégration reste un combat de tous les jours, y compris pour vous, arrivé en 1977, et qui participez à la vie publique depuis longtemps ?

- Combien de routes devons-nous parcourir ? Combien de mers devons-nous traverser ? Combien de nous-mêmes devons-nous laisser en chemin ? Combien d'années de travail sans répit ? Combien d'effort, d'engagement ? Combien de promesses non tenues ? Combien d'obstacles, de trahisons, de bâtons dans les roues faut-il surmonter avant d'avoir une place dans cette République et dans cette France ? Nous, fils et filles de la République, nous devons trouver la réponse par nous-mêmes, pour nous-mêmes avec, souvent, bien des désillusions...

- Alors quelle est l'issue ?

- Nous devons sortir de la logique de la victimisation pour rentrer dans celle de l'action. Car si la France est diverse, si elle est constituée de Français de toutes origines et de toutes confessions, la réalité de cette diversité qui fait sa richesse est absente des mairies, absente du Parlement, absente du gouvernement, absente des partis politiques. Nous voulons nous battre pour une égalité des droits sans discrimination, pour une citoyenneté égale pour tous en droits comme en devoirs. C'est le sens de la grande cause nationale de cette année 2006.

- La discrimination positive, vous y êtes favorable, au moins comme un passage obligé ?

- Non. Halte au placebo. Halte au rafistolage. Non aux quotas artificiels... Si la France veut réellement repousser le danger islamiste ou simplement communautariste, elle doit ouvrir le grand chantier d'une égalité et d'une représentativité réelles de tous ses citoyens. Ce pays a peur c'est vrai. C'est parce que la classe politique n'a pas su expliquer la mondialisation dans sa dimension humaine. Nous accusons un déficit de milliers d'heures de pédagogie.

Propos recueillis par Olivier Picard

© Dernières Nouvelles d'Alsace -